

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement Occitanie
89 rue Wéber CS 52002
30907 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 27/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GEA MATERIAUX

14 Rue du Moulinet
30200 Bagnols-Sur-Cèze

Références : -
Code AIOT : 0006600439

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement GEA MATERIAUX implanté Cantemerle 30200 Bagnols-sur-Cèze. L'inspection a été annoncée le 12/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEA MATERIAUX
- Cantemerle 30200 Bagnols-sur-Cèze
- Code AIOT : 0006600439

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Géa Matériaux exploite une carrière de sable sur la commune de Bagnols sur Cèze, qui présente des veines de grès et de marnes dans le gisement. C'est une exploitation familiale, seuls M & Mme Raffo travaillent sur le site, les volumes extraits sont faibles (quelques milliers de tonnes par an). L'exploitation comporte également une ISDI qui accepte essentiellement de la terre et des déchets du bâtiment. Ces apports extérieurs sont valorisés en remblaiement et en criblage pour revente.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La carrière est bien tenue, l'exploitant est disponible, l'inspection a pu avoir accès à tous les locaux. L'arrêté préfectoral d'autorisation est bien affiché à l'entrée de la carrière.

Tous les produits pétroliers (huiles, GNR, Adblue, Gasoil,...) sont stockés sur des bassins de rétention ou dans des citernes double peau.

Les garanties financières sont à jour.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	PRÉVENTION DES POLLUTIONS ATMOSPHERIQUES	Arrêté Ministériel du 05/07/2005, article 4	Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CL	Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 1.5	Sans objet
2	CONTENU MINIMAL DE LA	Arrêté Ministériel du 05/07/2005, article 2.2.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	DOCUMENTATION		
4	PHASAGE DE RÉHABILITATION DU SITE	Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 7.4	Sans objet
5	PROPRETE DU SITE	Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 7.1	Sans objet
6	PRINCIPES GENERAUX DE MAITRISE DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION	Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 10.3.1	Sans objet
7	LIMITATION DES REJETS AQUEUX (EAUX PLUVIALES)	Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 3.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La surveillance environnementale des émissions de poussières contenant de la silice doit être réalisée annuellement et la prochaine campagne réalisée en période humide. La visite des installations a permis de constater que l'exploitant doit faire du tri parmi les pièces métalliques qui sont stockées sur la carrière et que le démantèlement du silo en béton doit être pris en compte dans les années futures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CL

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 1.5		
Thème(s) : Situation administrative, Puissance de l'installation		
Prescription contrôlée :		
Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant :	2515-2	Déclaration

1. Inférieure à 200 kW (96 kW)		
Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa : 2. Dans tous les autres cas : b) supérieure à 20 kW, mais inférieure ou égale à 300 kW (51,5 kW)	2920-1b	Déclaration

Constats :

L'inspection a constaté la présence d'une cribleuse mobile de marque Kleemann sur le carreau de la carrière, le manuel d'utilisation présenté par l'exploitant indique une puissance de 74 kW, la puissance est donc bien inférieure à 200 kW, la prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : CONTENU MINIMAL DE LA DOCUMENTATION

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/07/2005, article 2.2.2

Thème(s) : Situation administrative, Plans

Prescription contrôlée :

La documentation comprend au minimum :

- . les informations sur les produits mis en œuvre ;
- . les diagrammes organisationnels sur le plan des responsabilités dans le domaine de la sécurité-environnement ;
- . les différents textes applicables aux installations, et notamment l'étude d'impact une copie de l'arrêté d'autorisation en vigueur pris au titre des installations classées et arrêtés complémentaires le cas échéant ;
- . les plans d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptée à la superficie de la carrière sur lesquels seront reportés :
 - * les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
 - * les bords de la fouille ;
 - * les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
 - * les zones remises en état ;

* la position des ouvrages à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

. les plans, en particulier d'implantation des réseaux, des équipements de traitement des effluents, des points de contrôle et de mesure ;

. les résultats des dernières mesures sur les effluents atmosphériques et aqueux, sur le bruit, sur les vibrations, ... ;

. les rapports des visites et audits ;

. les rapports d'expertise prévus par le présent arrêté et autres rapports d'examen des installations électriques ;

. les justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux (à conserver 3 ans) ;

. les consignes prévues dans le présent arrêté ;

. la trace des formations et informations données au personnel ;

. les registres et documents prévus par le présent arrêté ;

. tout document constituant des preuves tangibles du respect des obligations réglementaires.

L'ensemble de ces documents est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et du service chargé de la police des eaux.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection un plan de l'installation datant du 31/03/2022 établi par le cabinet Lesenne/Martinez. Le périmètre Icpe et la bande des 10 mètres sont présents, 2 bornes de nivellement sont également représentées dont la RN1 qui a pu être vue sur place, l'autre étant inaccessible. Ce plan a plus d'un an mais l'exploitant déclare ne pas avoir fait d'extraction depuis deux ans et travailler avec son stock. Le niveau NGF est respecté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ATMOPSHÉRIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/07/2005, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières

Prescription contrôlée :

ARTICLE4 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ATMOSPHÉRIQUES

Article4.1*principes généraux de prévention des pollutions atmosphériques*

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

L'établissement est tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment l'ensemble des aires,

pistes de circulation et voies d'accès enduites, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents, au moyen d'un matériel suffisamment puissant, destinés à éviter l'envol de poussières.

Les produits de ces dépoussiérages doivent être traités en fonction de leurs caractéristiques.

Les émissions à l'atmosphère ne pourront avoir lieu qu'après passage dans des dispositifs efficaces de captation, canalisation et de traitements implantés le plus près possible des sources. Le nombre de points de rejets est aussi réduit que possible.

Les différents appareils et installations de réception, stockage, manipulation, traitement et expédition de produits de toute nature doivent être construits, positionnés, aménagés, exploités, afin de prévenir les émissions diffuses et les envols de poussières.

Les documents où figurent les principaux renseignements concernant le fonctionnement des installations doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

La combustion à l'air libre, notamment de déchets, est interdite.

Article 4.2 ÉMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules non enduites doivent faire l'objet d'un traitement approprié d'abattage de poussière (arrosage, ...). Les véhicules circulant dans l'établissement ou en sortant ne doivent pas entraîner d'envols ou de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement

des matériaux sont aussi complet et efficace que possible. A défaut d'être captées et canalisées, comme prévu ci après, les poussières seront humidifiées à leurs points d'émission, au besoin à l'aide d'adjuvants spécifiques.

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants doivent par ailleurs satisfaire la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs,...).

Le stockage des autres produits en vrac doit être réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception, de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation doivent être mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Article 4.3 SURVEILLANCE DANS L'ENVIRONNEMENT DE LA POUSSIÈRE DE SILICE

La qualité de l'air sera mesurée en amont et en aval des installations.

Les points de mesure comporteront, par campagne, au minimum la station de prélèvement amont et l'une des quatre stations de prélèvement aval implantée sur le plan ci-joint (Annexe 2).

Les stations de prélèvement aval seront choisies successivement suivant leur repère numérique

Les campagnes de mesures seront effectuées de façon à pouvoir évaluer une qualité moyenne annuelle de l'air.

Chaque campagne aura une durée minimale de deux semaines consécutives avec le même support et devra être corrélée avec les situations particulières susceptibles d'altérer la représentativité des mesures (travaux agricoles à proximité pouvant soulever des poussières, circulation automobile particulière...), avec les paramètres météorologiques (vent - pluie) et avec

les conditions de marche des installations (rythme - créneaux horaires).
 Ces campagnes devront porter alternativement sur une période réputée sèche et sur une période réputée humide (juillet et novembre).
 La première année suivant la délivrance de l'autorisation, deux campagnes seront ainsi réalisées.
 Les années suivantes, une seule campagne sera réalisée en alternance.
 Les paramètres mesurés seront :
 - PM 10 ;
 - Poussières alvéolaires, leur taux de silice cristalline et le dosage des formes de la silice (quartz, cristobalite et tridymite);
 en suspension dans l'air.
 Les résultats seront transmis annuellement, à l'inspection des installations classées accompagnés des commentaires et intentions de l'exploitant quant aux valeurs moyennes des concentrations en polluants en regard des Valeurs Toxicologiques de Référence (VTR) et règlements applicables tant pour les PM 10, les poussières alvéolaires que pour la silice cristalline et ses composés. Il conviendra de tenir compte de l'évolution des travaux en cours concernant ces VTR et règlements.
 Au vu des résultats obtenus à l'issue des deux prochaines années, ces dispositions pourront être révisées.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection un rapport du cabinet Pronetec du 25/08/2022 "Mesures de concentration en poussières au niveau des riverains", dont les résultats appellent un commentaire concernant la durée minimale de la campagne de mesure qui doit être de deux semaines (contre 13 jours constatés pour la campagne de 2022). Cette campagne réalisée en période sèche doit être complétée par une campagne en période humide afin de pouvoir en exploiter pleinement les résultats et établir une représentativité dans le temps. A ce titre la fréquence annuelle doit être respectée.
 L'exploitant déclare qu'il n'a enregistré aucune plainte liée aux émissions de poussières du voisinage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La campagne réalisée datant de 2002, doit être renouvelée selon la fréquence annuelle prévue par défaut dans l'arrêté préfectoral. La dernière campagne ayant été réalisée en période sèche la prochaine doit être réalisée en période humide sur une durée de 15 jours. Une fois réalisée l'exploitant transmettra le rapport de cette campagne accompagné de ses commentaires notamment en vue d'établir une moyenne annuelle avec les résultats de la campagne menée en période sèche.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 4 : PHASAGE DE RÉHABILITATION DU SITE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 7.4

Thème(s) : Situation administrative, Phasage

Prescription contrôlée :

<p>Le développement dans le temps des travaux de réhabilitation est fixé selon le schéma d'exploitation et de remise en état annexé au présent arrêté.</p> <p>La durée de l'autorisation est divisée en période pluriannuelle</p> <p>A chaque période correspond un montant de garantie financière permettant la remise en état maximal au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.</p> <p>Le montant des garanties permettant d'assurer la remise en état de la carrière, à chacun des termes des périodes est fixé plus haut.</p> <p>Les opérations de remise en état prévue à l'échéance de chaque phase quinquennale doivent être terminées au plus tard six mois avant l'échéance de la phase quinquennale considérée</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant est en retard sur son phasage d'exploitation. Effectivement les dernières extractions ont été réalisées sur le carreau sud alors que le phasage prévoyait en 2024 d'être plutôt sur la partie est du carreau. L'exploitant déclare que ce retard est du au contexte économique actuel ayant entraîné une baisse de production.</p> <p>L'inspection a sensibilisé l'exploitant sur la présence des anciens silos en béton situés dans la partie est de la carrière et qui ne sont plus utilisés, ces installations devront être démantelées lors de la réhabilitation du site. L'exploitant déclare avoir anticipé et budgété ce démantèlement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : PROPRETE DU SITE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 7.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, PROPRETE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant doit être maintenu en bon état de propreté et d'esthétique (peinture, plantations, zones engazonnées, écrans de végétation, ...).</p> <p>L'exploitant tiendra à jour un schéma d'aménagement.</p> <p>Les bâtiments et les installations doivent être entretenus régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater la présence de quelques métaux éparpillés sur la carrière. L'exploitant déclare qu'il va faire du tri et que certaines pièces sont déjà vendues.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant trie ces métaux et évacue ceux qui ne sont pas nécessaires au fonctionnement de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : PRINCIPES GENERAUX DE MAITRISE DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 10.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Feux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci.</p> <p>Un moyen de communication fiable permettant d'alerter les secours (téléphone portatif par exemple) doit exister sur le site.</p> <p>Des consignes de sécurité permettant d'alerter les moyens d'intervention extérieurs (n° de téléphone des sapeurs-pompiers, gendarmerie, médecin, etc ...) seront affichées à proximité de ce moyen de communication.</p> <p>Une attention particulière doit être portée à la prévention des risques d'incendie en milieu boisé (débroussaillage des espaces végétaux sur une distance de 50 m autour du chantier - arrêté préfectoral n° 96N01605).</p>
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs qui ont pu être contrôlés sont à jour de leurs révisions, l'exploitant a présenté à l'inspection le registre de contrôle de ces extincteurs.</p> <p>L'exploitant déclare que le carreau de la carrière est couvert par le réseau GSM et qu'il a toujours un téléphone sur lui pour déclencher les secours en cas de départ de feux.</p> <p>La zone d'extraction ne présente pas de végétaux dans un rayon de 50 mètres.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : LIMITATION DES REJETS AQUEUX (EAUX PLUVIALES)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets d'eaux doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution, en particulier, les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> . le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5 ; . la température doit être inférieure à 30°C ; . les matières en suspension totale (MEST) doivent avoir une concentration inférieure à 35 mg/l (Norme NFT 90105) ; . la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) doit avoir une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90101) ; . les hydrocarbures doivent avoir une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90114). <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg/ Pt/l.</p>
Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection un rapport Pronetec de mesures de la qualité d'eaux du 4/12/2019, les valeurs sont conformes notamment les MEST qui sont largement en dessous des 35 mg/l. Une partie des eaux de ruissellement de la carrière est évacuée vers le réseau pluvial de la ville de Bagnols sur Cèze.

Type de suites proposées : Sans suite